

Conclue entre :

D'une part,

**Avignon Université,**

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

Siège social : 74 rue Louis Pasteur, 84029 Avignon Cedex 1,

N° SIRET : 19840685200204,

Représentée par son Président, M. Philippe ELLERKAMP

Ci-après désignée par « l'université » ;

Et,

D'autre part,

**L'Association RHESO,**

Association loi 1901,

Siège social : Le Mosaïque 55 rue Alfred Michel, 84200 Carpentras,

Organisme assurant à titre principal une mission de formation et déclaré à la préfecture de Vaucluse

Sous le numéro de déclaration d'activité 93 84 03060 84

N° SIRET : 500 312 772 000 48 - APE 8790 B

Représentée par sa Présidente, Mme Isabelle TEMPLIER

Ci-après désignée par « l'organisme de formation » ;

Vu le code de l'éducation, et notamment ses articles L. 123-3 et L. 718-16, alinéa 1<sup>er</sup>,

Vu le code du travail, et notamment ses articles L. 6351-1 et suivants,

Vu l'article 6 de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente,

Vu la circulaire DGESIP A1 n° 0011 du 20 février 2014 du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Les parties ont convenu ce qui suit :

### Article 1. – Objet de la convention

1°. – La présente convention a pour objet de confier à l'organisme de formation des actions de formation relevant de l'université, à l'exclusion de tout autre objet.

2°. – Fondée sur l'article L. 718-16, alinéa 1<sup>er</sup>, du code de l'éducation et conclue entre deux organismes de formation, cette convention ne peut avoir pour objet ni pour effet de :

a) Confier à l'organisme de formation des missions relevant de la conception ou du contrôle de la formation ou de la délivrance des diplômes ;

b) Soumettre les parties aux obligations résultant des articles L. 8222-1 et suivants du code du travail.

## **Article 2. – Définition de l'action de formation confiée**

1°. – Action de formation ou tâche pédagogique : Protéger, se protéger des violences, alerter

2°. – Nombre d'heures : 18h00

Le cas échéant, préciser le diplôme et l'unité d'enseignement au sein desquels l'action de formation sera dispensée : UEO « Egalité, genre : prévention et gestion des violences »

Le cas échéant, préciser les tâches pédagogiques confiées à l'organisme de formation :

- Nombre de stagiaires : 30 maximum par semestre
- Nombre d'heures de formation par stagiaire : 9 h

Le cas échéant, préciser les conditions suspensives ou résolutives de l'action de formation :

## **Article 3. – Modalités d'exécution des actions de formation**

L'organisme de formation assure l'action de formation définie à l'article 2 selon les modalités déterminées dans l'annexe à la présente convention.

## **Article 4. – Missions et activités de l'organisme de formation**

1°. – L'organisme de formation certifie que la formation constitue l'une des missions principales inscrites dans ses statuts.

2°. – L'organisme de formation certifie être déclaré en préfecture conformément aux dispositions des articles L. 6351-1 et suivants du code du travail.

Dans ce cadre, l'organisme de formation certifie également être à jour de ses obligations annuelles relevant de l'article L. 6352-11 du code du travail.

L'université se réserve expressément le droit de suspendre ou de résilier la présente convention, avec effet immédiat, pour faute de l'organisme de formation, en cas de non-respect de ces obligations.

## **Article 5. – Choix du ou des formateurs**

L'organisme de formation choisit un ou plusieurs formateurs chargés d'assurer l'action de formation définie à l'article 2, qui présentent les qualités pédagogiques et, le cas échéant, les diplômes requis par la réglementation en vigueur.

L'organisme de formation communiquera à l'université le nom et curriculum vitæ de chaque formateur choisi par lui un mois avant le début de l'action de formation.

L'université agréera chaque formateur avant la date de début d'exécution de la présente convention indiquée en annexe.

En cas de refus d'agréer un formateur, l'université peut :

- soit demander à l'organisme de formation de lui communiquer sans délai le nom et le curriculum vitæ d'un autre formateur,
- soit suspendre ou résilier unilatéralement et sans indemnité la présente convention.

## **Article 6. – Moyens matériels et méthodes employés**

Les locaux, moyens matériels et méthodes mis en œuvre par l'université ou par l'organisme de formation dans le cadre de la présente convention devront permettre la bonne exécution de l'action de formation définie à l'article 2 et être conformes à la réglementation en vigueur.

## **Article 7. – Assurances**

L'université et l'organisme de formation sont assurés pour l'ensemble de leurs obligations résultant de la présente convention de coopération.

## **Article 8. – Clause financière**

L'université versera à l'organisme de formation la somme de : 2 200,00 € TTC.

L'organisme de formation adressera à l'université (*cocher la case correspondante*) :

☒ La facture correspondant à la totalité ou la partie de l'action de formation effectivement assurée, au terme de cette action.

☐ Plusieurs factures, correspondant chacune à la partie de l'action de formation définie à l'article 2 effectivement assurée, selon l'échéancier suivant :

L'université paiera la somme indiquée à l'alinéa 1<sup>er</sup> dans les délais prévus par la réglementation en vigueur.

### **Article 9. – Entrée en vigueur de la convention**

La présente convention entrera en vigueur à la date de signature par les parties et, le cas échéant, seulement après son approbation par le CA.

L'action de formation définie à l'article 2 pourra commencer seulement après l'agrément de chaque enseignant par l'université.

Les conditions suspensives ou résolutives relatives à la mise en œuvre de chaque action de formation sont précisées à l'article 2.

### **Article 10. – Contrôle de l'exécution de la convention**

1°. – Le directeur du service ou de la composante indiqué en annexe est responsable du contrôle du respect, par l'organisme de formation, de l'ensemble de ses obligations contractuelles et, notamment, de celles résultant de l'article 4.

2°. – Le directeur du service ou de la composante indiqué en annexe est également responsable du contrôle de l'exécution de l'action de formation définie à l'article 2, conformément aux modalités prévues par l'annexe, notamment dans ses points II et IV. À cette fin, il pourra notamment :

- se rendre sur le lieu d'exécution de l'action de formation,
- demander aux usagers ayant suivi l'action de formation de remplir des questionnaires de satisfaction,
- se faire communiquer les documents pédagogiques employés au cours de l'action de formation,
- demander à l'organisme de formation un bilan de l'action de formation,
- organiser une ou plusieurs réunions avec l'organisme de formation pour suivre l'exécution de la convention,
- ou contrôler la qualité de l'action de formation dispensée par tout moyen approprié.

### **Article 11. – Modification de la convention**

L'université se réserve le droit d'exercer son pouvoir de modification unilatérale sur la présente convention.

Les parties peuvent aussi modifier d'un commun accord la présente convention par voie d'avenant.

### **Article 12. – Fin de la convention**

La présente convention prendra fin au plus tard le 31 août de l'année universitaire en cours.

L'université se réserve le droit de résilier unilatéralement à tout moment la présente convention :

- soit pour faute de l'organisme de formation,
- soit pour un motif d'intérêt général.

Les parties peuvent aussi résilier d'un commun accord la présente convention à tout moment.

### **Article 13. – Désaccords et litiges**

En cas de désaccord portant sur la présente convention, notamment sur son interprétation ou son exécution, l'une des parties en informera l'autre par lettre recommandée avec avis de réception ; les parties alors tenteront de trouver un accord amiable pendant un délai d'un mois.

En cas d'échec de cette tentative, la juridiction compétente pourra être saisie à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Fait à Avignon le : .....

Pour Avignon Université,

Pour L'Association RHESO,

Philippe ELLERKAMP  
Président

Pour la Présidente Isabelle TEMPLIER,  
Christophe LEPRIEUR,  
Directeur

PROJET

## Annexe : Modalités d'exécution de l'action de formation

### I/ Nom du ou des formateur(s) choisi(s) par l'organisme de formation :

- 1) L'organisme de formation communiquera les noms des formatrices conformément à l'article 5 de la présente convention

### II/ Moyens mis en œuvre<sup>1</sup> :

- 1) Par l'université :  
Secrétariat pédagogique UEO  
Enseignements universitaires selon maquette UEO et programme de formation  
Ingénierie financière et pédagogique
- 2) Par l'organisme de formation :  
Prestation de formation de 9 heures en présentiel  
Déplacements Carpentras / Avignon  
Frais de repas

### III/ Service ou composante de l'université au sein duquel l'action de formation est assurée :

UFR Droit Economie Gestion  
Responsable de formation : Vice-président délégué à l'Egalité

### IV : L'action de formation définie à l'article 2 sera dispensée aux périodes et dans les lieux suivants :

Action de formation	Période	Lieux <sup>2</sup>
« Protéger, se protéger des violences, alerter » au sein de l'UEO Egalité, genre : prévention et gestion des violences	- du mercredi 17 janvier au vendredi 19 janvier 2024  - du mercredi 29 au vendredi 31 mai 2024	Campus Hannah Arendt (salle à préciser sur Sainte Marthe)

Les dates et heures des actions de formations seront précisées à l'organisme de formation par le service ou la composante au moins deux semaines avant le début de cette période<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Préciser : type de salle, matériels informatiques, matériels AV, plateforme technique, matériels sportifs, équipements ou encadrement spécifiques, autres documents ou matériels nécessaires à la formation, etc.

<sup>2</sup> Si les actions de formation ont lieu dans les locaux de l'université : préciser le campus ; sinon, préciser l'adresse exacte.

<sup>3</sup> Le service ou la composante doit préparer calendrier prévisionnel par intervenant et le transmettre sans délai à la présidence.